

B-Liège: agricultural machinery

OJ S 193/2012 06/10/2012

Contract notice

Supplies

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Ville de Liège - echevinat de l'instruction publique - comptabilité

Postal address: cité administrative, Potiérue 5

Town: Liège

Postal code: 4000

Country: Belgium

Contact person: Alain Mathot

For the attention of: Philippe Frankin

E-mail: amathot@ecl.be

Telephone: +32 42218997

Fax: +32 42219003

Internet address(es):

Address of the buyer profile: http://marchespublics.wallonie.be/fr/index.html?ID_AVIS=205060

Additional information can be obtained from:

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address

I.2. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.3. Main activity

Education

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Matériel de matériel horticole divers.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Supplies

Purchase

Main site or place of performance: Ville de Liège.

NUTS code BE332 Arr. Liège

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Acquisition de matériel horticole divers.

II.1.6. CPV code(s)

16000000 Agricultural machinery

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: yes

Tenders may be submitted for one or more lots

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Information about lots

Lot No: 1

Lot title: Tracteur compact

1) Short description

Attelage 3 points avant, attelage 3 points arrière.

2) CPV code(s)

16000000 Agricultural machinery

3) Quantity or scope

1.

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Lot No: 2

Lot title: Taille-haies sur batterie

1) Short description

Lamier interchangeable de 51, 63 ou 75 cm.

2) CPV code(s)

16000000 Agricultural machinery

3) Quantity or scope

2.

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Lot No: 3

Lot title: Tracteur compact + accessoires

1) Short description

47 CV DIN à 2600 t/min livré avec 1 bennette et 1 tondeuse à fléaux.

2) CPV code(s)

16000000 Agricultural machinery

3) Quantity or scope

1.

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Il n'est pas exigé de cautionnement pour le présent marché de fournitures dont le délai d'exécution ne dépasse pas 30 jours de calendrier.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Est exclu de l'accès au marché à quelque stade que ce soit de la procédure le fournisseur qui a fait l'objet d'un jugement ayant force de chose jugée dont le pouvoir adjudicateur a connaissance pour:

- 1) participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324 bis du code pénal;
- 2) corruption, telle que définie à l'article 246 du code pénal;
- 3) fraude au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17.2.2002;
- 4) blanchiment de capitaux tel que défini à l'article 3 de la loi du 11.1.1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. En vue de l'application du présent paragraphe, le pouvoir adjudicateur peut, lorsqu'il a des doutes sur la situation personnelle d'un fournisseur, s'adresser aux autorités compétentes belges ou étrangères pour obtenir les informations qu'il estime nécessaire à ce propos.

Peut être exclu de la participation au marché, à quelque stade que ce soit de la procédure, le

soumissionnaire se trouvant dans un des cas suivants:

- 1) qui est en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de concordat judiciaire ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations ou réglementations nationales;
- 2) qui a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation, de concordat judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales;
- 3) qui a fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle;
- 4) qui, en matière professionnelle, a commis une faute grave dûment constatée par tout moyen dont le pouvoir adjudicateur pourra justifier;
- 5) qui n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions de l'article 43bis de l'Arrêté royal du 8.1.1996;
- 6) qui n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi;
- 7) qui s'est rendu gravement coupable de fausses déclarations en fournissant des renseignements exigibles en application du présent article. En vue de sa sélection qualitative, le soumissionnaire atteste sur l'honneur qu'il ne se trouve dans aucun des cas visés à l'article 43 de l'arrêté royal du 8.1.1996. La déclaration sur l'honneur est annexée dans le modèle d'offre qui figure en annexe du présent cahier spécial des charges.

L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait qu'avant la conclusion du marché, pour assurer l'égalité de traitement des soumissionnaires, le Pouvoir adjudicateur est tenu de contrôler la réalité des éléments contenus dans la déclaration sur l'honneur en demandant au (x) seul(s) soumissionnaire(s) retenu(s) les documents prouvant leur exactitude.

- 1) un extrait du casier judiciaire ou un autre document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance. Ce document peut toutefois être remplacé par un certificat de bonnes conduite, vie et mOeurs du soumissionnaire ou du (ou des) mandataires de la société;
- 2) une attestation du greffe du tribunal de commerce certifiant l'absence de faillite ou de toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature;
- 3) un certificat de l'administration des contributions directes reflétant la situation du soumissionnaire au moment du dépôt de son offre compte tenu du dernier exercice fiscal pour lequel un avertissement - extrait de rôle a été établi;
- 4) un certificat de l'administration compétente attestant que le soumissionnaire est en règle avec ses obligations relatives au paiement de la TVA. Le caractère récent des documents susvisés est établi dans la mesure où ces derniers datent de moins de six mois par rapport à la date d'ouverture des offres. Lorsque les documents ou certificats mentionnés aux points 3) et 4) ne sont pas délivrés dans le pays d'origine ou de provenance du soumissionnaire, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou par une déclaration solennelle faite par le soumissionnaire devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays concerné. Conformément à l'article 43bis de l'AR du 8.1.1996, le soumissionnaire doit joindre obligatoirement à son offre une attestation de l'ONSS couvrant l'avant-dernier trimestre écoulé par rapport à la date fixée pour l'ouverture des offres.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: La capacité financière des candidats sera appréciée sur la base d'une déclaration bancaire de notoriété.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

La capacité technique des candidats sera appréciée sur la base d'une description de l'équipement technique, des mesures employées par le fournisseur pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de l'entreprise.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

Lowest price

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

007/2012

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

Prior information notice

Notice number in the OJ S: [2012/S 127-210444](#) of 5.7.2012

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 16.11.2012 - 08:00

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

16.11.2012 - 09:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 300 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Date: 16.11.2012 - 09:00

Persons authorised to be present at the opening of tenders: yes

Information about authorised persons and opening procedure: La séance d'ouverture des offres est publique.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

VI.5. Date of dispatch of this notice

3.10.2012